

# Industriels et banquiers français sous l'Occupation

**Le livre d'Annie Lacroix-Riz, « Industriels et banquiers français sous l'Occupation » (Armand Colin, 2013), est le résultat d'années de travail dans les archives. Il montre, documents à l'appui, comment le grand patronat « dirige et anime, au détail près, la guerre sociale » n'hésitant pas à envisager les pires méthodes. Son seul but, hier comme aujourd'hui, est de garantir les profits les plus élevés possibles, de mettre les politiques étatiques au service des puissants, quitte, de nos jours, à liquider « le modèle social français ».**

## Entretien

Roland Pfefferkorn

**Vous n'hésitez pas à parler de « collaboration économique ». Pourquoi ?**

L'historiographie dominante disqualifie depuis 20 ans le concept de « collaboration économique », affirmant que le grand patronat a été forcé par Vichy et par le vainqueur à des contacts économiques étroits. Les fonds d'Occupation consultables avant 1999 ne laissaient aucun doute sur le caractère volontaire de la « collaboration économique » : industriels et banquiers avaient usé et abusé de l'offre à leurs partenaires allemands; leur livrant toute la production, ils avaient aussi multiplié les opérations franco-allemandes privées de long terme, cartels multi-décennaux, cessions aux Allemands de titres français, « juifs » ou « aryens », aryanisations communes, « sociétés mixtes » à siège souvent suisse; Vichy, leur prétendu « dictateur », ne fut qu'un « ventre mou », cédant au moindre de leurs caprices.

Tant que les fonds intérieurs d'avant-guerre ont été inaccessibles, la question des liens entre cette phase et la précédente restait posée. Leur ouverture jusqu'en 1939 (depuis 1999) prouve que le grand capital opta pendant la Crise pour une solution « continentale » allemande, convaincu que sa mise en œuvre serait d'autant plus radicale que, comme le clamait le grand imprimeur Georges Lang, « Hitler [viendrait] mettre de l'ordre dans la maison! » C'est son noyau le plus concentré qui organisa tout, dimension militaire et politique comprise : la fameuse synarchie qui, nous jure-t-on, n'existe pas,

mais dont les grands lieutenants, industriels, banquiers ou hauts fonctionnaires, occupèrent tous les postes clés de Vichy. Les fonds que j'ai consultés pour deux ouvrages sur l'entre-deux-guerres attestent que son programme de collaboration d'Occupation fut définitivement au point en 1934, avec choix du tandem Pétain-Laval. « Collaboration économique » et « Collaboration » ne se distinguèrent plus. Otto Abetz et le haut personnel économique et politique allemand en poste à Paris avant-guerre y renouèrent, dès juin 1940, avec leurs amis français, financiers en tête.

**Comment le patronat mène-t-il la lutte des classes dans cette période ?**

La lutte des classes, entre capitalistes et salariés, est consubstantielle aux sociétés de classes comme l'ont montré Marx et Engels en 1848, mais la crise donne un caractère inexpiable à la préservation voire à la hausse du profit monopoliste, donc à la casse des revenus non monopolistes, salaires en tête. Le grand patronat dirige et anime, au détail près, la guerre sociale, alors qu'on croit volontiers que les « excès » de la répression anti-ouvrière relèvent de l'initiative de sous-fifres sadiques. Pucheu, « homme de sang » qui rêvait d'« extermin[er] les cadres du mouvement ouvrier » ne fut pas l'exception, mais la règle. Tous ses pairs, ministres (et synarques), agissent comme lui : Jacques Guérard, chef des assurances Worms et des assurances françaises sous Vichy (et de 1958 à sa retraite), aussi acharné que Bousquet; Jean Berthelot, guidant ses collaborateurs, dont l'ancien gouverneur de la Banque de France Fournier (tout excité en décembre 1938 par la répression de la grève générale), pour « coincer » à coup sûr, à l'aide des polices allemande et française, tout cheminot

**« Hier comme aujourd'hui, liquider le « modèle social français »**

« communiste »; Lehideux, avant l'été 1940 directeur général et chef des syndicats jaunes des usines Renault de son oncle, en pourparlers quotidiens avec les polices locale et nationale, chef du comité d'organisation de l'automobile de 1940 à 1944, livrant à l'occupant en 1941, comme ministre, les réfugiés espagnols de « zone libre »; Jacques Barnaud, directeur général de la banque Worms, organisateur en chef de la scission de la CGT de 1937 à 1939, nommé délégué général aux relations économiques franco-allemandes, etc. Logiquement, la haute banque, la grande industrie, le CNPF, successeur de la CGPF et ancêtre du MEDEF, et l'UIMM ont après la Libération systématiquement reclassé les chefs de la répression d'avant-guerre et d'Occupation, Bousquet, Leguay, Langeron, Boutemy et alii.

**Mais le patronat est aussi divisé, qu'en est-il de la concurrence inter-capitaliste,**



Annie Lacroix-Riz : « l'accès élargi aux archives bouleverse la connaissance historique ».

**entre le capital allemand et français ?**

La concurrence inter-capitaliste se maintient même quand le partenaire faible est aussi compradore que le français à l'égard de ses tuteurs, américains et allemands depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. L'infériorité avait un coût élevé, telle l'éviction formelle des marchés extérieurs, d'ailleurs acceptée dès l'avant-guerre dans le cadre de certains cartels. Mais dans cette association « européenne » inégale, l'alouette française s'enrichit tant, au service du cheval allemand et aux frais

avec l'opportunisme cynique des grands bourgeois de 1815, 1830, 1852, 1871 » : François Bloch-Lainé, haut fonctionnaire de Vichy et d'après-guerre puis grand banquier (comme ses père et fils), jugeait ainsi son monde en 1976, avis qu'il censura ensuite.

**Par rapport à votre travail antérieur de 1999, votre nouveau livre est beaucoup plus riche...**

L'étude des années 1930 m'a imposé la problématique d'une fusion État-grand capital et d'une continuité entre collaboration d'avant-guerre et d'Occupation. Certains acteurs, mal connus dans la décennie 1990, telles les Banques de France et Worms, ont envahi l'ouvrage. Les nouvelles sources dépouillées depuis 1999, en particulier les fonds d'instruction de la Haute Cour de Justice, d'origine française et allemande – dont « l'enquête sur la synarchie » constitua le cœur, m'ont fait modifier ou approfondir presque tout ce que j'avais traité naguère. Ce livre neuf l'atteste : l'accès élargi aux archives bouleverse la connaissance historique.

**Votre livre éclaire étonnamment ce qui se passe en 2013...**

Tout ce qui précède souligne l'actualité des questions traitées : maintien voire hausse du profit monopoliste en pleine tourmente via la casse drastique des salaires, un financement étatique sans limites et des privilèges fiscaux inouïs, le tout avec aide « européenne »; fascination pour le modèle économique et social allemand; contrôle de l'État par les groupes dont les chefs sont souvent les descendants de ces industriels et banquiers. Dans le plan assigné par le MEDEF à l'État en 2007 – liquider « le modèle social français » fixé par le CNR, on retrouve l'ardeur des synarques ravis de la défaite qu'ils avaient « mijotée » et des « malheurs de la patrie, [et] renouant

« Industriels et banquiers français sous l'Occupation » (Armand Colin, 2013)

